



Centre de documentation
de Mirabeau

Centre de documentation Inter-directions
de Montparnasse

La veille documentaire

Travail, Emploi, Formation professionnelle

Sélection N° 3 - mars 2018

- ▶ [Travail - Dialogue social](#)
- ▶ [Santé - Sécurité au travail](#)
- ▶ [Emploi - Chômage](#)
- ▶ [Formation professionnelle - Apprentissage](#)
- ▶ [Économie - Entreprise](#)
- ▶ [Europe - International](#)
- ▶ [Administration – Fonction publique](#)

Ouvrages - Études
Articles de revues spécialisées
Notes d'analyse

Travail – Dialogue social

■ Ouvrages – Études – Rapports

▶ Travail : ordonnances prises sur le fondement de la loi sur le renforcement du dialogue social - N° 626

Laurent Pietraszewski / Alain Milon

Assemblée nationale, février 2018 (Mise en ligne), 42 p.

Rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi d'habilitation n° 2017-1340 du 15 septembre 2017.

[Consulter le document en ligne](#)

[Consulter l'annexe](#)

[Consulter le Dossier législatif](#)

▶ Mobilité internationale des salariés

Yves de la Villeguerin (dir)

Groupe revue fiduciaire, 2018, 311 p.

Présentation des enjeux de la mobilité internationale pour les entreprises et des points clés pour aider à la prise de décision. Ce guide permet aux salariés, aux dirigeants, aux fiscalistes et aux gestionnaires RH d'appréhender les problèmes rencontrés à l'occasion d'un détachement ou d'une expatriation d'un point de vue social et fiscal.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote INT DROI LEF\]](#)



► Le syndicalisme en France depuis 1945

René Mouriaux

La Découverte, 2017, 125 p.

Dresse un historique des principales étapes que le syndicalisme a connues depuis 1945 en France. Donne un éclairage sur la crise profonde qu'il subit depuis les années 1980. A travers cette histoire du syndicalisme, on découvre la politique sociale et les grands mouvements sociaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote DS SYN MOU\]](#)



► L'égalité femmes-hommes au travail : perspectives pour une égalité réelle

Christophe Falcoz

Editions EMS, 2017, 262 p.

Depuis une quinzaine d'années, des entreprises s'engagent dans des plans d'action tendant vers l'égalité entre hommes et femmes. Si des résultats ont été obtenus, des blocages se sont également faits jour et la voix des petites entreprises et de la fonction publique peine à se faire entendre dans les médias. Un bilan et des pistes d'action pour étendre la démarche à tout le tissu économique.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[ENT GRH FAL\]](#)



■ Notes d'analyse

► Les femmes dans les instances représentatives du personnel : bientôt la parité ?

Lisa Mourlot / Maria-Teresa Pignoni (Dares)

Dares Analyses n°2018-007, février 2018, 8 p

Entre 2001 et 2012 la part de femmes parmi les élus titulaires aux comités d'entreprise ou d'établissement (CE) et aux délégations uniques du personnel (DUP) est passée de 32 % à 40 %. Elle s'est donc fortement rapprochée du pourcentage de femmes parmi les salariés concernés par ces élections professionnelles du secteur privé (43 % en 2012). Si les listes non syndicales implantées surtout dans les PME respectent globalement la parité relative femmes-hommes, la proportion de femmes élues sur liste syndicale varie fortement selon l'organisation. Ces différences reflètent en partie la structure sexuée de la main-d'œuvre des secteurs d'activité dans lesquels les syndicats sont implantés.

→ [Consulter le document en ligne](#)



► Quels salariés parviennent à négocier leur indemnité de rupture conventionnelle ?

Anthony Bouvier (Dares)

Dares Résultats n°2018-006, 31 janvier 2018, 11 p.

La rupture conventionnelle, mise en place en juin 2008, est un mode de rupture du contrat de travail négociée entre l'employeur et le salarié qui donne droit aux allocations chômage au même titre qu'un licenciement. Elle permet au salarié de bénéficier d'une indemnité spécifique de rupture conventionnelle au moins égale à un minimum légal. Ce dernier dépend de l'ancienneté et du salaire. En 2015, les cadres sont les seuls à percevoir, de façon généralisée, des indemnités significativement supérieures aux indemnités légales. Dans certains secteurs néanmoins – hébergement et restauration, commerce ou construction –, les cadres, comme les autres catégories socioprofessionnelles, n'obtiennent pas des indemnités plus importantes que celles prévues par les conventions collectives. Par ailleurs, âge et sexe semblent avoir peu d'influence sur les montants obtenus, à salaire et ancienneté donnés.

→ [Consulter le document en ligne](#)



► **Requalification de CDD en CDI**

Laurence Fin-Langer (professeur)

Feuillet rapide social, n° 5 février 2018, p. 10-11

Analyse d'un arrêt de la cour de cassation ayant admis la réduction contractuelle du délai de prescription de l'action en requalification du CDD ; faut-il y voir les prémices d'un possible aménagement du délai de prescription des actions en exécution du contrat de travail ?

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

► **La rupture conventionnelle collective est un outil consensuel**

Joël Grangé (avocat)

Feuillet rapide social, n° 5 février 2018, p. 12-13

La rupture conventionnelle collective (RCC) issue de l'ordonnance 2017- 1387 du 22 septembre 2017 connaît un certain succès auprès des entreprises. Pour autant des questions se posent encore : l'accord RCC doit-il être majoritaire ? Que faire en cas de refus des syndicats de négocier ? une entreprise en difficulté a-t-elle intérêt à recourir au dispositif ?

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

■ **Articles de revues spécialisées**

► **La procédure d'amende administrative en droit du travail : entre principe d'indépendance et priorité du judiciaire**

Alain Coeuret

Recueil Dalloz, n° 4, 1er février 2018, p. 177-183

Sans rien modifier des solutions qui prévoient au terme d'un procès pénal classique la répression des infractions définies par le code du travail, le législateur français s'oriente vers la mise en place d'un dispositif alternatif principalement fondé sur le prononcé, à l'encontre des employeurs, d'amendes administratives, le plus souvent cumulables en fonction du nombre de salariés concernés.

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Dalloz\)](#)

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

► **Le motif économique et le groupe. Définition après les ordonnances n° 2017-1387 et n° 2017-1718 des 22 septembre et 20 décembre 2017**

Stéphane Béal/Cécile Terrenoire

La semaine juridique. Entreprise et affaires, n° 5, 1er février 2018, p. 50-59

Cette étude est consacrée à l'examen des modifications de l'article L. 1233-3 du Code du travail résultant des ordonnances Macron, à savoir : le champ d'application des dispositions relatives au licenciement économique. La définition de la notion de " groupe " pour déterminer la situation des entreprises qui licencient. Le périmètre d'appréciation de la cause économique du licenciement selon que l'entreprise qui licencie appartient ou non à un groupe. Lorsque l'entreprise qui licencie appartient à un groupe intervient la notion de secteur d'activité, désormais définie par les dispositions légales.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)





► Religion et travail

Lou-Eve Popper / Valérie Auribault

Liaisons sociales magazine, n° 189, février 2018, p. 47-53

Depuis presque dix ans, les pratiques religieuses, essentiellement liées à l'Islam, se multiplient en entreprise et mettent les managers en difficulté. Pourtant, les syndicats comme les employeurs peinent encore à regarder la réalité en face.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)



► Réforme du code : le projet de loi de ratification, issu de la CMP adopté par l'Assemblée

Feuillet rapide social, n° 5 février 2018, p. 17-39

Rupture du contrat de travail, négociation collective, représentation du personnel ... Le projet de loi de ratification des ordonnances « réforme du code du travail » dans sa version adoptée par la commission mixte paritaire, procède à des ajustements de détail et à des modifications substantielles des textes en vigueur.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)



► La négociation d'entreprise en marche ! commentaire des décisions du Conseil constitutionnel n° 2017-664 et n° 2017-665 QPC

Valérie Bernaud

Droit social, n° 2, février 2018, p. 163-169

Le Conseil constitutionnel a examiné la constitutionnalité de différents articles du Code du travail relatifs soit aux conditions d'organisation de la consultation des salariés sur un accord minoritaire d'entreprise ou d'établissement, soit aux licenciements en cas de refus d'application d'un accord en vue de la préservation ou de développement de l'emploi. Il a prononcé une censure sur le fondement du principe d'égalité dans la décision n° 2017-664 QPC et une réserve d'interprétation dans la décision n° 2017-665 QPC.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)



► La légitimité de la norme en droit du travail

Gwennaëlle François (Coord.)

Droit social, n° 2, février 2018, p. 112-162 (dossier)

Au sommaire du dossier : La légitimité de la norme en droit du travail : présentation (Allison Fiorentino) - La légitimité de la loi en droit du travail (Pierre-Yves Verkindt) - La légitimité de la norme sociale en droit de l'Union européenne (Hélène Nasom-Tissandier) - La jurisprudence sociale en quête de légitimité (Gwennaëlle François) - La légitimité de la jurisprudence sociale en droit comparé : l'exemple américain (Allison Fiorentino) - la légitimité des organisations syndicales, préalable à la légitimité de l'accord collectif (Franck Petit) - La légitimité des organisations patronales préalable à la légitimité des accords de branche (Michel Morand) - La légitimité intrinsèque de l'accord collectif et la règle majoritaire (Gilles Auzero) - A propos de la légitimité de la primauté de l'accord d'entreprise (Paul-Henri Antonmattei)

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

► Gouvernance et fonctionnement des branches : portrait de la CPPNI

Christophe Frouin

La Semaine juridique Social, n° 6, février 2018 p. 23-27

La loi du 8 août 2016 impose aux branches de constituer une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation destinée à constituer leur organe de gouvernance (CPPNI). Tant dans son rôle que dans ses modalités de fonctionnement, la



CPPNI est une instance à géométrie variable. Au choix des partenaires sociaux, elle peut remplacer l'ensemble des commissions paritaires ou venir s'y juxtaposer.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)
→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

► Les branches professionnelles et la régulation de la concurrence

Muriel Chagny

La Semaine juridique Social, n° 6, février 2018 p. 18-22

Les rapports entre branches professionnelles et régulation concurrentielle épousent la dualité du droit français de la concurrence qui se préoccupe de protéger, tout à la fois, le libre jeu de la concurrence dans l'intérêt général et la loyale concurrence au profit des entreprises. Investies par les récentes réformes d'une mission de régulation de la concurrence inspirée par l'impératif de loyauté, les branches sont également soumises à la régulation concurrentielle afin de préserver la libre concurrence

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)
→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

► L'articulation des dispositions de branche et d'entreprise : le Rubik's cube conventionnel

Alexis Bugada

La Semaine juridique Social, n° 6, février 2018, p. 11-17

Les rôles et les pouvoirs normatifs attribués aux partenaires sociaux au niveau de la branche reposent sur une nouvelle philosophie et une nouvelle articulation. Plus d'autonomie collective est concédée à chaque niveau de négociation ce qui induit plus de concours. Celui-ci se résout, selon les domaines attribués par la loi, à partir du triptyque : primauté de l'accord d'entreprise, cantonnement de la règle de faveur et avènement de la règle d'équivalence. L'objectif, louable, consiste à dynamiser un dialogue social plus adapté. Mais l'un des effets est celui de la complexité. Il conviendra d'apprendre à résoudre, en pratique, un casse-tête conventionnel à trois dimensions.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)
→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

► Le pouvoir réglementaire de l'employeur en matière religieuse

Grégoire Duchange

La Semaine juridique Social, n° 6, février 2018, p. 9-12

L'employeur, investi, selon les termes de l'arrêt du 22 novembre 2017, « de la mission de faire respecter au sein de la communauté de travail l'ensemble des libertés et droits fondamentaux de chaque salarié », peut désormais insérer dans le règlement intérieur de l'entreprise une clause générale de neutralité interdisant le port visible de tout signe politique, philosophique ou religieux sur le lieu de travail. Reste que la clause de neutralité ne vaut pour l'heure qu'à l'égard de la clientèle, ce qui peut sembler difficilement compréhensible.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)
→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)



► Les outils numériques dans la relation individuelle de travail

Emeric Jeansen

La Semaine juridique Social, n° 6, février 2018, pp. 24-28

Les outils numériques font évoluer les conditions d'exécution de la prestation de travail. Pourtant, ils ne bouleversent pas la règle de droit. L'existence du lien de subordination n'est pas appréhendée différemment lorsqu'est en cause le « travailleur numérique » ; l'exercice des pouvoirs de l'employeur pourrait éventuellement connaître des aménagements.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

► Nouvelles technologies et relations collectives de travail

Raphaël Weissmann

La Semaine juridique Social, n° 6, février 2018, pp. 29-30

Si la numérisation a permis la modernisation des élections professionnelles, elle n'a pas eu d'impact sur leur niveau d'exigence démocratique. La véritable révolution numérique est sans doute à venir dans l'organisation du travail et le changement induit des relations collectives entre salariés et employeurs.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Lexis Nexis sur abonnement\)](#)

► Le comité social et économique et le conseil d'entreprise

Grégoire Loiseau / Arnaud Martinon (Sous la direction)

Les cahiers sociaux, n° 304, février 2018, p. 97-120

Le comité social et économique est la créature d'un nouveau droit de la représentation du personnel. Il fusionne les trois instances préexistantes. Des nombreuses questions se posent face à cette nouvelle structure. Les auteurs de ce dossier concentrent leur attention sur quatre points particulièrement sensibles : l'implantation du comité dans les entreprises à structure complexe (D. Chenu), les attributions du comité dans les entreprises d'au moins cinquante salariés (A. Stocki), les expertises (M. Caron) et, enfin, l'opportunité de recourir à l'instance augmentée que constitue le conseil d'entreprise (L. Paoli).

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

► Harcèlement moral et sexuel : vers une meilleure prise en compte (Questions / Réponses)

Collectif d'auteurs

Social pratique, n° 716 – cahier n° 2, 10 février 2018, 71 p.

Si la notion de harcèlement sexuel est apparue en droit dès 1992, le thème de la santé mentale du salarié, en particulier à travers le harcèlement moral n'est entré dans le Code du travail qu'en 2002. Lorsqu'une situation de harcèlement est établie, le salarié dispose de plusieurs actions judiciaires pour faire valoir ses droits. Les sanctions civiles et pénales en la matière sont sévères. L'objet de ce supplément est d'aider à prévenir, identifier et lutter contre les situations de harcèlement moral et sexuel dans l'entreprise.

→ [Consulter la revue dans le Centre de documentation de Montparnasse](#)

► Réforme du Code du travail : analyse des nouvelles règles sur la rupture du contrat de travail

Paul-Henri Antonmattei / Valérie Bardin / Florence Canut / Damien Chenu / Gérard Vachet

Revue de jurisprudence sociale, n° 2, février 2018, p. 91-102

Cette chronique analyse les dispositions de l'ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 dans



sa partie concernant la rupture du contrat de travail. Les points notamment abordés sont : la sécurisation de la procédure de licenciement, la réparation du licenciement sans cause réelle et sérieuse, le licenciement pour motif économique, la rupture d'un commun accord dans le cadre d'un accord collectif, le nouvel accord de compétitivité, et le licenciement pour inaptitude.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

► **Négociation contrainte et comportement de négociation. Une analyse expérimentale**

Eve-Angéline Lambert / Jean-Christian Tisserand

Revue française d'économie, n° 3 - vol. XXXII, janv. 2018, p. 46-89

Dans certains conflits, les parties ont l'obligation de négocier avant qu'une solution externe leur soit imposée. Les auteurs de cet article analysent de façon théorique et expérimentale l'impact d'une telle contrainte sur le comportement de négociation des individus et sur l'issue de celle-ci. Ils montrent que la façon dont le processus de négociation est mis en œuvre n'est pas neutre et affecte son issue. Cette caractéristique devrait être considérée dans le cadre de l'élaboration de procédures juridiques de résolution des conflits individuels et collectifs.

→ [Consulter la revue dans le Centres de documentation de Montparnasse](#)

► **Le comité social et économique (CSE) met les syndicats sur le qui-vive**

Muriel Jaouën / Judith Chétrit / Jean-Claude Coulage

Liaisons sociales magazine, n° 189, février 2018, p. 18-28

Pour la plupart des organisations syndicales, la réforme des IRP prévue par les ordonnances du 22 septembre 2017 passe mal. Elle devrait se solder par une réduction substantielle du nombre global de mandats. Pourtant face à un désintérêt des jeunes pour la chose syndicale, certaines organisations mettent en œuvre des stratégies offensive de conquête, notamment dans les PME. Jean-Dominique Simonpoli, directeur général de l'association Dialogues, lieu de rencontre entre syndicalistes et DRH exhorte les entreprises à prendre en compte les carrières syndicales pour conforter le dialogue social.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

Santé – Sécurité au travail

■ **Ouvrages – Études – Rapports**

► **Le Brown out : quand le travail n'a plus aucun sens**

François Bauman

Editions Josette Lyon, 2017, 165 p.

Directement dérivé du burn-out, le brown-out exprime la perte de sens, le sentiment d'inutilité au travail et de vacuité des tâches exécutées, ainsi que l'incompréhension de son rôle dans l'entreprise. Avec de nombreux exemples et cas concrets, l'auteur expose les méfaits du phénomène, explique comment repérer les symptômes et réagir rapidement.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote CT SAN BAU\]](#)



■ Articles de revues spécialisées

▶ Les réformes en droit du travail : affaiblissement ou opportunité pour le droit de la santé au travail ?

Sophie Fantoni / Franck Héas

Droit social, n° 2, février 2018, p. 202-208

Les réformes de 2016 et 2017 ont incontestablement impacté le droit de la santé au travail et ses acteurs. Si l'affaiblissement des problématiques de santé au travail ne peut être nié en entreprise, de nouvelles opportunités pourraient émerger, dès lors que le rôle du médecin du travail pourrait être consolidé.

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)



▶ Le coworking : quels enjeux pour les conditions de travail ?

Vincent Grosjean / Muriel Prevot-Carpentier / Jacques Leichlé

Hygiène et sécurité du travail, octobre-novembre-décembre 2017, p.6-10

Les évolutions technologiques favorisent le développement de nouvelles formes d'organisation du travail comme d'emploi. Parmi celles-ci, le coworking rassemble en un lieu commun des travailleurs qui peuvent être d'horizons et de statuts très divers. Il interroge tant le modèle social que les conditions de travail. Ce décryptage éclaire ce phénomène émergent et propose des pistes de réflexion, pour que soient pris en compte les impératifs de santé et de sécurité des travailleurs.

→ [Consulter le document en ligne](#)



▶ Mieux vieillir au travail : dossier

Damien Laroque / Céline Ravallec / Delphine Vaudoux

Travail et sécurité, n° 791, février 2018 p.13-25

Les tendances démographiques actuelles, associées aux politiques visant à l'allongement de la vie professionnelle, participent à l'augmentation de la proportion de salariés « âgés » dans les entreprises en France. Dans ce contexte, permettre à chacun de bien vieillir au travail et de trouver sa place tout au long de son parcours en entreprise est devenu un enjeu de taille.

→ [Consulter le document en ligne](#)



▶ Evaluer les interventions en prévention : un défi aux enjeux multiples

Travail et changement, n° 369, janvier –avril 2018, dossier p. 1-8

→ [Consulter le document en ligne](#)



Emploi - Chômage

■ Ouvrages – Études – Rapports

▶ Croissance, emploi et développement : les grandes questions économiques et sociales

Jean-Paul Déléage / Dominique Foray / Jérôme Gautié

La Découverte, 2017, 125 p.

Analyse successive des facteurs de la croissance économique, du rôle stratégique de l'investissement, des transformations du travail et, en particulier, de son organisation, des mutations de l'emploi et des explications du chômage, ainsi que de l'interrogation sur la soutenabilité de notre mode de développement.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote EMP POL DEL\]](#)



► **Le droit d'obtenir un emploi : Territoires zéro chômeur de longue durée : genèse et mise en œuvre**

Patrick Valentin

Chronique sociale, 2018, 165 p.

L'association Territoires zéro chômeur de longue durée a été créée en 2016 pour démontrer qu'il est possible à l'échelle de petits territoires, sans surcoût significatif pour la collectivité, de proposer à tout chômeur de longue durée qui le souhaite, un emploi à durée indéterminée à temps choisi, en développant des activités utiles pour répondre aux besoins de différents secteurs.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote EMP POL VAL\]](#)

► **Evaluation des Cap emploi et de l'accompagnement vers l'emploi des travailleurs handicapés chômeurs de longue durée**

Isabelle Rougier / Bénédicte Legrand-Jung

Inspection générale des affaires sociales, février 2018, 152 p.

Les demandeurs d'emploi reconnus handicapés représentent 8,4% des demandeurs d'emploi, soit un peu moins de 500 000 personnes. Malgré l'existence de nombreux dispositifs d'aide, leur situation au regard de l'emploi reste plus dégradée que pour l'ensemble de la population : leur taux de chômage est presque deux fois plus élevé (18%) et leur ancienneté dans le chômage plus forte (57% sont inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an contre 46%). La mission de l'IGAS avait un double objet : d'une part, évaluer la performance des opérateurs spécialisés - Cap emploi - qui accompagne 23 % des demandeurs d'emploi handicapés sur la base d'une orientation de Pôle emploi ; d'autre part, faire des propositions pour améliorer l'accès à l'emploi des personnes handicapées en chômage de longue durée.

[Consulter le rapport en ligne](#)

► **Travail en prison : préparer (vraiment) l'après**

Jean-Marie Delarue / Nicolas de Tavernost

Institut Montaigne, rapport, février 2018, 142 p.

Les auteurs considèrent que le travail pénitentiaire et la formation professionnelle constituent un important levier pour accompagner le détenu dans la préparation de sa sortie. Malgré ses bénéfices avérés en termes de réinsertion, le travail en détention ne cesse de régresser. Le taux de détenus exerçant une activité rémunérée est passé de 46,5 % en 2000 à uniquement 29,2 % des détenus en 2016.

→ [Consulter le rapport en ligne](#)

► **Le service civique : une montée en charge réussie, un dispositif mal financé aux effets mal connus**

In Rapport annuel de la Cour des comptes, février 2018, p. 191-213

La Cour des comptes reconnaît une montée en charge réussie mais déplore le fait que l'Etat soit le seul à supporter le coût du dispositif.

→ [Consulter le rapport en ligne](#)

► **Travailler avec et pour un public : l'expérience des autres**

CEET, rapport de recherche, n° 104, décembre 2017, 167 p.

Cette étude rend compte de l'édition 2016 du séminaire annuel du Creapt qui avait pour thème « Travailler avec et pour un public : l'expérience des autres ». Travailler avec un public concerne aujourd'hui trois salariés sur quatre et se développe dans des secteurs très variés. Le double sens qu'on peut repérer dans le titre de ce séminaire, où l'on s'intéresse à

l'expérience des autres, reflète le souci de comprendre d'une part comment les travailleurs construisent et mobilisent une connaissance de plus en plus précise de leur public, d'autre part comment l'expérience vécue par ce public lui-même, et ce que les travailleurs en connaissent, peut être pris en compte dans leur activité.

→ [Consulter le rapport en ligne](#)

■ Notes d'analyse

► Situations de travail, compétences transversales et mobilité entre les métiers

Frédéric Lainé,

France stratégie, note de synthèse février 2018, 8 p.

Le marché du travail français est marqué par une augmentation du nombre de transitions professionnelles depuis trente ans. Un enjeu central pour les politiques publiques est de préparer les actifs à ces mobilités, afin qu'elles soient choisies plutôt que subies et qu'elles s'inscrivent dans des parcours professionnels ascendants. Pour ouvrir le champ des possibles, il faut donc identifier les facteurs facilitant le passage de tel métier à tel autre et en informer les actifs.

→ [Consulter le document en ligne](#)

► D'une génération à l'autre : l'inquiétude des jeunes en question

Catherine Béduwé / Arnaud Dupray

Bref Céreq, n° 361, février 2018, 4 p.

Interrogés à plusieurs reprises par le Céreq sur la manière dont ils envisagent leur avenir professionnel, les jeunes des Générations 1998 comme 2010 se déclarent majoritairement optimistes. Ils sont néanmoins 28 % à se dire inquiets après 3 ans de vie professionnelle dans la Génération 2010, témoignant d'un sentiment d'insécurité professionnelle. Celui-ci mérite d'autant plus d'être analysé, qu'il évolue de manière opposée au sein de chaque Génération, en écho aux aléas de la conjoncture économique.

→ [Consulter le rapport en ligne](#)

Formation professionnelle - Apprentissage

■ Ouvrages – Études – Rapports

► Libérer la VAE : comment mieux diplômé l'expérience

Danielle Kaisergruber / Abdoul Karim Komi / David Rivoire,

Terra Nova, février 2018 54 p.

Créée par une loi de 2002, la Validation des acquis de l'expérience (VAE) répond à une double exigence. Économique tout d'abord, en permettant des certifications rapides, moins coûteuses que des retours en formation longue, adaptées aux besoins des entreprises et aux changements rapides des techniques et des manières de travailler. Sociale ensuite, en conférant la dignité du diplôme ou du titre professionnel aux parcours de travail. Cependant le nombre total de validations reste modeste et les abandons sont très nombreux. Par ailleurs, la VAE est sous-utilisée par les demandeurs d'emploi. Ce rapport, rédigé par des professionnels du secteur de la formation et des fondateurs de VAE, propose d'élargir l'accompagnement, de financer le « système » VAE, et d'inciter les entreprises à s'engager et à ouvrir un réel accès pour les demandeurs d'emploi. Il s'agit au total



d'inventer une nouvelle VAE plus rapide, plus agile et en même temps plus complète, capable d'intégrer des séquences de formation et de tirer le meilleur parti de la transition numérique.

[Consulter le rapport en ligne](#)

► **Faire d'un système rénové de formation professionnelle un outil majeur d'égalité au travail entre les femmes et les hommes**

Catherine Smadja-Frogel

Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes

Rapport, février 2018, 112 p.

Ce rapport s'oriente autour de 3 axes : réaliser un état des lieux quantitatif et qualitatif de la loi de 2014 portant réforme de la formation professionnelle et de la loi travail de 2016 ; Identifier les freins rencontrés par les femmes dans l'accès à la formation et la prise en compte de leurs besoins de formation tout au long de leur déroulement de carrière ; formuler des recommandations sur l'égal accès des femmes dans le domaine du numérique et sur les formations des femmes les moins qualifiées ou en situation de précarité.

→ [Consulter le rapport en ligne](#)



► **L'éducation nationale : organiser son évaluation pour améliorer sa performance**

Cour des comptes, décembre 2017, 111 p.

La Cour des comptes souhaite la création d'un Pisa à la française pour permettre une évaluation performante du système éducatif.

→ [Consulter le rapport en ligne](#)



■ **Notes d'analyse**

► **Les contrats d'apprentissage en Ile-de-France en 2016/2017**

Annabelle Woelflé

Directe Ile-de-France, synthèse thématique n° 78, février 2018, 12 p.

De juin 2016 à mai 2017, 59 300 contrats d'apprentissage ont été enregistrés en Ile-de-France. Les évolutions constatées ces dernières années se poursuivent, en particulier la hausse des niveaux de qualification des apprentis et une féminisation croissante due à des embauches majoritaires dans le secteur tertiaire (commerce, services) alors que le secteur de la construction marque le pas.

→ [Consulter le document en ligne](#)



■ **Articles de revues spécialisées**

► **L'éducation à l'esprit d'entreprise en questions**

Dossier coordonné par Jean-Frédéric Vergnies

Formation emploi, n° 140, octobre-décembre 2017, 186 p.

Face aux difficultés de l'emploi, une solution de plus en plus évoquée est la création d'entreprises par les jeunes ou les demandeurs d'emploi. Mais, il convient de s'interroger sur les possibilités du développement de l'entrepreneuriat.

Au sommaire de ce dossier :

Introduction : quelques repères pour comprendre et interroger le développement de l'éducation à l'esprit d'entreprendre /L'entrepreneance à l'école primaire en France :



reconfiguration des politiques éducatives et de leur évaluation / Les tensions entre esprit d'entreprendre émancipateur et esprit d'entreprendre procédural : l'exemple des STAPS / L'usage des business games dans le cursus doctoral : « esprit d'entreprendre » et esprit d'entreprise » dans la formation à la recherche / Apprentissage du code informatique et entrepreneuriat : de la création d'entreprise à l'esprit d'entreprendre / Démocratiser la culture entrepreneuriale dans l'enseignement supérieur : les limites d'un programme basé sur le volontariat / La formation à l'entrepreneuriat dans le secondaire français : quelles réalités politiques, du supranational au local ? Une socialisation à l'esprit d'entreprise dans l'école en France.

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Cairn\)](#)

Économie - Entreprises

■ Ouvrages – Études – Rapports

▶ Droit des entreprises en difficulté

Pierre-Michel le Corre / Emmanuelle le Corre-Broly
Dalloz, 2017, 240 p.

Présentation des dispositions relatives aux entreprises en difficulté. Les règles juridiques qui gouvernent les mesures en amont du traitement judiciaire des difficultés des entreprises (prévention, règlement à l'amiable), l'ouverture de la procédure collective, le devenir de l'entreprise et l'impact sur ses acteurs sont examinés.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote DS ENT COR\]](#)

▶ L'économie française 2018

Eric Heyer (dir)
La découverte, 2017, 127 p.

Un bilan accessible et rigoureux de l'économie française. L'édition 2018 présente l'état de la conjoncture, les principales tendances et les grandes problématiques : trajectoires économiques possibles au cours du prochain quinquennat et impact macroéconomique des premières mesures prises par le nouveau gouvernement.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote ECO ECO HEY\]](#)

▶ Introduction à l'économie

Jacques Généreux
Points, 2017, 278 p.

Présentation des notions de base de l'économie nationale et mondiale : les acteurs, le fonctionnement des marchés, les causes du chômage ou encore les problèmes posés par l'insertion d'un pays dans une économie mondiale.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote ECO ECO GEN\]](#)

▶ Nouvelles leçons d'économie contemporaine

Philippe Simonnot
Gallimard, 2018, 738 p.

Journaliste économique au journal Le Monde, l'auteur donne une vue synoptique de deux siècles d'économie, n'esquivant pas les difficultés théoriques, alternant exemples et citations des grands fondateurs : il part de l'utilité chez les premiers théoriciens de Manchester pour terminer sur la protection sociale ou la corruption.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote ECO ECO SIM\]](#)



► Quelles réglementations pour l'économie collaborative ? Un défi pour le droit économique

Irina Parachkévova / Marina Teller (dir)

Dalloz, 2018, 201 p.

Issues de rencontres organisées en décembre 2016 à Nice, des contributions qui font le point sur les aspects juridiques de ce phénomène engendré par la rencontre de l'innovator technologique et d'aspirations sociétales

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote ECO ECO PAR\]](#)

► Microéconomie

Robert Pindyck / Daniel Rubinfeld

Pearson, 2017, 783 p.

Une présentation des fondamentaux de la microéconomie moderne : ses enjeux, ses méthodes, la théorie de l'offre et de la demande, l'analyse du consommateur et du producteur, les différents types de marchés. Avec plus de 400 exercices et questions, un chapitre sur l'économie comportementale et des développements sur les politiques de fusion d'entreprises.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote ECO MIA PIN\]](#)



■ Notes d'analyse

► Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises : avis de la Plateforme RSE

France Stratégie / Plateforme RSE, février 2018, 28 p.

Les travaux sur l'entreprise du XXI^e siècle et l'élaboration du plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) sont l'occasion d'adopter de nouvelles mesures en faveur du développement de la RSE en France. L'avis de la Plateforme RSE se veut une synthèse entre les propositions des pôles qui la composent : entreprises et monde économique, organisations syndicales de salariés, organisations de la société civile, chercheurs et développeurs de la RSE et institutions publiques.

Dans ce cadre, la Plateforme se prononce sur les entreprises à mission, sur la révision des articles 1832 et 1833 du code civil et sur les enjeux de gouvernance. Elle recommande également de prendre des mesures incitant les entreprises à développer des démarches RSE, notamment à travers des initiatives sectorielles et une promotion de l'action des entreprises françaises en matière de RSE aux niveaux européen et international.

[Consulter le rapport en ligne](#)



► Faut-il vraiment changer le statut de l'entreprise ?

Michel Albouy

Metis Europe, 10 Février 2018, 6 p.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron a missionné deux personnalités pour repenser la place de l'entreprise dans la société. Nicole Notat, ancienne secrétaire générale de la CFDT et Jean-Dominique Senard, patron de Michelin. Selon la ministre du travail, Muriel Pénicaud, « il nous faut aujourd'hui faire évoluer le droit pour permettre aux entreprises qui le souhaitent de formaliser, voire amplifier leur contribution à l'intérêt général ». Michel Albouy, professeur senior de finance, Grenoble Ecole de management, est plus réservé.

[Consulter la note d'analyse en ligne](#)



► La vraie disruption : l'économie sociale et solidaire

Wenceslas Baudrillart

Metis Europe, 10 Février 2018, 2 p.

Tandis que devrait s'engager un débat sur le « statut » de l'entreprise, ses buts et la place de ses collaborateurs (Loi Lemaire, Rapport Jean-Dominique Senard et Nicole Notat), il est bon de s'attarder sur les réalités d'aujourd'hui car il existe une autre logique que cette logique de la compétition par les coûts et cette logique est déjà à l'œuvre dans bien des secteurs et dans bien des territoires : celle de l'économie sociale et solidaire, l'ESS.

[Consulter la note d'analyse en ligne](#)



► Les kits découvrir l'économie française

Business France, janvier 2018

Les atouts de l'économie française et de ses entreprises au travers de fiches synthétisant l'essentiel à retenir en 10 points clés par thématique. La France, au-delà des idées reçues, une économie attractive, la France créatrice de talents, la France une puissance innovante, la place financière de Paris, un pays d'entrepreneurs, une fiscalité au service de la compétitivité, une société numérique, une destination touristique phare.

[Consultez les kits](#)



■ Articles de revues spécialisées

► Le voile dans l'entreprise et les clauses de neutralité les enseignements de la CJUE " traduits " en droit interne par la Cour de cassation

Jean Mouly

Recueil Dalloz, n° 4, 1er février 2018, p. 218-223

La Cour de cassation donne un arrêt de principe, qui envisage de manière générale la question du port du voile dans l'entreprise privée, aussi bien d'ailleurs sous l'angle des discriminations, que sous celui des libertés fondamentales. Elle délivre ainsi, en direction des employeurs, un véritable mode d'emploi des clauses de neutralité.

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Dalloz\)](#)

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)



► Le juge et la responsabilité sociale de l'entreprise

Pauline Abadie

Recueil Dalloz, n° 6, 15 février 2018, p. 302-308

La figure classique du juge national est a priori étrangère aux préoccupations des praticiens de la responsabilité sociale de l'entreprise, et lorsque naît une contestation entrant dans son champ, la tendance serait même de recourir à des modes alternatifs plus consensuels de règlement des différends. Pourtant, parce qu'il détient les règles de la justiciabilité, le juge est un acteur essentiel du développement et de l'évolution de la RSE.

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Dalloz\)](#)

→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)



► Epargne salariale, bientôt la réforme

Domitille Arrivet / Hugo Lattard

Entreprise et carrières, n° 1372, 12-18 février 2018, p. 4-9

Dans le cadre de la loi Pacte, le gouvernement entend élargir l'accès des salariés à l'intéressement et à la participation. Une ouverture qui doit passer, aux yeux des chefs d'entreprise, par un allègement de la fiscalité.



→ [Consulter la revue dans les Centres de documentation de Mirabeau ou de Montparnasse](#)

► **Le travail dans l'économie informelle : un défi pour le droit social**

Alexandre Charbonneau / Achim Seifert (Coord.)

Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale, n° 2017/3, dossier thématique 240 p.

Vers une formalisation du travail informel ? Quelques observations liminaires - Économie informelle, protection sociale et transition vers l'économie formelle : les termes d'un débat (Jacques Charmes) - L'Organisation Internationale du Travail face au travail dans l'économie informelle (Frédéric Lapeyre) - Les balises incertaines d'une transition de l'économie informelle à l'économie formelle (Rachid Filali Mekkassi) - Réflexion sur les travailleurs de l'économie informelle dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (Elmarie Fourie) - La problématique de l'extension de la protection sociale aux salariés de l'économie informelle (Birane Thiam) - La part du droit dans la formalisation de l'emploi en Algérie : une diversité de mesures, sans stratégie claire (Mahammed Koriche) - L'emploi informel au Mexique et en Amérique centrale : Un phénomène complexe (Alfredo Sánchez-Castañeda) - L'informalité en Amérique latine : L'exemple des politiques de protection sociale des travailleurs informels au Chili (Pablo Arellano Ortiz) - Incorporer et formaliser l'emploi informel en Chine (Dan Wei) - La transition vers l'économie formelle : une stratégie désorientée de l'Organisation Internationale du Travail ? (Supriya Routh).

→ [Consulter le résumé des articles](#)

→ [Consulter la revue au Centre de documentation de Mirabeau](#)

► **Politique environnementale dans un modèle de croissance endogène avec expansion de la variété (Article en anglais)**

Dominique Bianco

Revue d'économie politique, n° 6, nov. - déc. 2017, p. 1013-1028

Dans cet article les auteurs analysent l'impact à long-terme d'une politique environnementale sur la croissance, la pollution et le bien-être. La taxation de la pollution réduit le profit du producteur de bien final et celui du producteur de bien intermédiaire. Dans ce cadre, les gains sont expliqués par la réallocation du travail du secteur des biens intermédiaires vers le secteur de la R&D qui améliore l'innovation, la croissance et le bien-être et réduit la pollution.

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Cairn\)](#)

► **Démocratiser l'entreprise (dossier)**

Collectif d'auteurs

Esprit, n° 442, mars 2018, p. 37-101

Ministre de l'économie, Emmanuel Macron entendait « déverrouiller l'économie française ». Devenu président de la République, il a fait de la réforme du Code du travail son premier grand chantier. Aux ordonnances « pour le renforcement du dialogue social », succèdera au printemps un Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises. L'un des objectifs de ce plan serait de mieux associer les salariés à la gestion des entreprises, avec comme vraie ambition de transformer les rapports de travail et le partage des responsabilités dans l'entreprise. Ce dossier répond à ce questionnement : si l'entreprise travaille la démocratie, la démocratie ne travaille-t-elle pas aussi l'entreprise ?

→ [Consulter la revue dans le Centre de documentation de Montparnasse](#)

► **Revenu universel : dépasser le théorème d'impossibilité**



Marc-Antoine Sabaté
Esprit, n° 442, mars 2018, p. 128-140

Longtemps marginalisé, le revenu universel connaît depuis quelques années un engouement tout aussi croissant qu'inédit. Il a été un des thèmes majeur de la dernière campagne présidentielle. Une interrogation domine le débat public concernant la faisabilité d'un tel projet. Ce dossier, à la frontière de la philosophie et des sciences sociales dégage les différents horizons normatifs en jeu : pour "faire surgir les termes de ce choix".

→ [Consulter la revue dans le Centres de documentation de Montparnasse](#)

► **Repenser les politiques d'innovation**

David Encaoua

Revue française d'économie, n° 3 - vol. XXXII, janv. 2018 p. 90-135

Alors que la France consacre, depuis une vingtaine d'années, beaucoup de moyens pour favoriser l'innovation, ses performances en la matière ne sont pas aussi brillantes que celle d'autres pays membres de l'Union européenne. Devant cet état des lieux, l'Etat a mis en place de nombreux dispositifs publics sensés corriger les défaillances du marché et aider les entreprises. Ces opportunités sont particulièrement bienvenues dans le contexte de la révolution numérique contemporaine.

→ [Consulter la revue dans le Centre de documentation de Montparnasse](#)

ESPRIT

revue française
d'économie

Europe - International

■ **Ouvrages – Études – Rapports**

► **Inégalités salariales dans les pays européens : concept, mesures et niveaux d'analyse**

François Ghesquière

Editions de l'université de Bruxelles, 2017, 270 p. p.

Après avoir défini le concept d'inégalité sociale selon des approches sociologique, politique et épistémologique, l'auteur analyse les méthodologies employées dans l'enquête SILC et l'influence de ces choix sur l'interprétation des comparaisons européennes. En conclusion sont répertoriées, en fonction du niveau d'analyse, les classes défavorisées économiquement.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote EUR SOC GHE\]](#)

► **Juris'Europe : 25 fiches pour comprendre et réviser les institutions européennes**

Rémi Raher

Enrich B éditions, 2017, 171 p.

25 fiches de révisions thématiques sur les institutions européennes : procédure d'adhésion, Conseil européen, principe de subsidiarité, Parlement, sources du droit de l'Union européenne, Commission européenne, Comité des régions, entre autres. Chacune est assortie d'un conseil et suivie d'un quiz afin de valider l'acquisition des connaissances et de faciliter leur restitution.

→ [Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau \[Cote EUR DROI RAH\]](#)



■ Articles de revues spécialisées

▶ Finlande : évolutions récentes de la négociation collective

Pekka Sauramo

Chronique internationale de l'IRES, n° 159, septembre 2017, p. 28-36

→ [Consulter l'article en ligne](#)



▶ Espagne : entre changement légal et pratique des acteurs : les effets de la réforme de 2012 sur la négociation collective

Catherine Vincent

Chronique internationale de l'IRES, n° 159, septembre 2017, p. 19-27

→ [Consulter l'article en ligne](#)



▶ Règles d'indemnisation des arrêts maladie et absences au travail : une étude empirique à partir des données européennes (Article en anglais)

Sabine Chaupin-Guillot / Olivier Guillot

Revue d'économie politique, n° 6, nov. - déc. 2017, p. 1109-1137

Cette étude s'intéresse aux déterminants des absences de travail pour raisons de santé dans les pays européens. L'accent est mis sur l'impact des règles d'indemnisation des arrêts maladie. Les résultats montrent que les écarts entre pays dans la probabilité d'absence au travail peuvent en partie s'expliquer par les différences de législation en matière d'indemnisation des arrêts maladie. Le fait que le salaire soit intégralement maintenu par l'employeur en cas de maladie est l'élément le plus déterminant. Comme attendu, dans les pays où cette règle s'applique, la propension à s'absenter est significativement plus élevée.

→ [Consulter la revue sur la plateforme des ressources électroniques \(Cairn\)](#)



Administration – Fonction publique

■ Ouvrages – Études – Rapports

▶ Fonction publique : déontologie des fonctionnaires et encadrement des conflits d'intérêts

Fabien Matras / Olivier Marleix

Assemblée nationale, rapport d'information n° 611, 1er février 2018, 95 p.

Rapport d'information de la commission des lois en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la déontologie des fonctionnaires et l'encadrement des conflits d'intérêts.

[Consultez le document en ligne](#) et le [Dossier législatif](#)



▶ La déontologie dans la fonction publique

Emmanuel Aubin

Gualino, 2017, 204 p.

La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires renforce la déontologie des agents. Ciblée sur le fonctionnement de l'administration et des établissements publics, la déontologie donne des repères aux managers et aux agents publics, afin de mettre en place une culture du risque juridique et



pour prévenir les manquements professionnels.

→ Consulter l'ouvrage au Centre de documentation de Mirabeau [Cote FP2 AUB]